

JOURNAL OFFICIEL DU SENEGAL

[Imprimer](#)

ARRETE MINISTERIEL n° 7878 en date du 23 novembre 2006

ARRETE MINISTERIEL n° 7878 en date du 23 novembre 2006 portant création, organisation et fonctionnement de la Cellule Genre en Education Non Formelle (C.G.E.N.F.).

Article premier. - Il est créé, sous l'autorité directe du Ministre délégué chargé de l'Alphabétisation, des Langues nationales et de la Francophonie une Cellule Genre en Education Non Formelle (C.G.E.N.F.).

Art. 2. - La Cellule Genre en Education Non Formelle est chargée, en relation avec les structures rattachées et les partenaires de l'Education Non Formelle, de formuler des propositions et d'élaborer un plan d'action pour une prise en compte efficiente et à tous les niveaux de l'approche genre dans les programmes d'Education Non Formelle. Pour cela, la CGENF aura notamment à :

- i) réaliser un diagnostic participatif sur l'état de la mise en œuvre du genre dans les programmes d'éducation non formelle ;
- ii) identifier et classer en fonction des domaines les besoins de mise à niveau en approche genre des acteurs de l'éducation non formelle ;
- iii) concevoir un train de stratégies de correction des disparités homme - femme et d'élimination de toutes les formes de discriminations basées sur le sexe, dans l'accès et le maintien aux programmes d'alphabétisation ;
- iv) définir et proposer des mesures pour une plus grande équité dans l'insertion socioprofessionnelle des néo-alphabétisés ;
- v) appuyer les femmes dans l'accès aux instances de prise de décisions, notamment au niveau des opérations en alphabétisation,
- vi) élaborer des programmes d'impulsion d'activités génératrices de revenus pour l'autonomisation socio-économique des femmes,
- vii) renforcer les capacités d'action des femmes pour favoriser l'exercice d'une citoyenneté responsable ;
- viii) suivre et évaluer le plan d'action de la Cellule ;
- ix) veiller à la mise à disposition de statistiques fiables sous un angle genre ;
- x) développer un système durable de financement de la Cellule.

Art. 3. - La Cellule est composée des membres suivants :

- ▶ trois représentants du Cabinet du Ministre délégué chargé de l'Alphabétisation, des Langues nationales et de la Francophonie (CMDCALNF) ;
- ▶ un(e) représentant(e) du Ministère délégué chargé des Questions pédagogiques ;
- ▶ un(e) représentant(e) du Ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle ;
- ▶ deux représentants de la Direction de l'Alphabétisation et des Langues nationales (DALN) ;
- ▶ un(e) représentant(e) de la Direction des Ressources humaines (DRH)/ME ;
- ▶ un(e) représentant(e) de l'Association sénégalaise pour la Promotion de l'Alphabétisation (ASPA) ;
- ▶ un(e) représentant(e) du CNRE .
- ▶ un(e) représentant(e) de la CCS/EQPT/NF ;
- ▶ un(e) représentant(e) de la Coordination nationale des Opérateurs en Alphabétisation du Sénégal (CNOAS) ;
- ▶ un(e) représentant(e) de l'Union nationale des Associations de Langues (UNAL) ;
- ▶ un(e) représentant(e) du Collectif national d'Education alternative et populaire (CNEAP) ;
- ▶ un(e) représentant(e) de la Coalition nationale E.P.T. ;
- ▶ un(e) représentant(e) du Réseau international et solidaire des Opérateurs et Acteurs en Alphabétisation (RISOA) ;
- ▶ un(e) représentant(e) du Centre Canadien d'Etude et de Coopération internationale Sénégal (CECI) ;
- ▶ un(e) représentant(e) de l'Association nationale pour l'Alphabétisation et la Formation des Adultes (ANAFa) ;
- ▶ un(e) représentant(e) de la Convergence nationale pour la Valorisation des Activités des Femmes (CN/VAF) ;
- ▶ un(e) représentant(e) du réseau Siggil Jigéen ;
- ▶ un(e) représentant(e) de la Commission nationale pour la Francophonie ;
- ▶ un(e) représentant(e) de l'Union pour la Solidarité et l'Entre-aide (USE) ;
- ▶ un(e) représentant(e) de l'Union des Associations des Elus locaux (UAEL).

La cellule peut, pour des questions spécifiques, être élargie à toutes expertises jugées pertinentes.

Art. 4. - La C.G.E.N.F. est présidée par le Ministre en charge de l'Alphabétisation ou son représentant. L'Assemblée générale se réunit une fois par an, sur convocation de son président. Elle a pour rôle de :

- ▶ définir les orientations de la cellule ;
- ▶ approuver le plan d'action présenté par le secrétariat ;
- ▶ valider les différents rapports et documents produits par le secrétariat ;
- ▶ appuyer le secrétariat dans la recherche de financement.

Le secrétariat exécutif est assuré par les représentants des structures suivantes : Cabinet, DALN, ASPA, CNOAS, CNEAP et le CECI/Sénégal. Toutefois, le secrétariat peut s'appuyer sur les autres membres de la Cellule pour rendre opérationnelles les activités retenues.

Le secrétariat exécutif se réunit sur convocation de son Secrétaire général au moins une fois par mois.

Art. 5. - Le Secrétariat exécutif est tenu :

- ▶ d'assurer une animation permanente de la cellule ;
- ▶ de veiller à la bonne circulation de l'information ;
- ▶ d'élaborer le rapport annuel d'exécution ;
- ▶ de porter à la connaissance de l'autorité, toute décision ou événement de nature à affecter sensiblement la bonne marche de la structure.

Art. 6. - Les moyens de fonctionnement de la CGENF sont assurés par le budget de l'Etat et des dons et legs.

<http://www.jo.gouv.sn>